

Document

En 2009, le déficit public dépassera 6 % du PIB (19.05)

Le Monde – 18.05

Les finances publiques de la France ne se redresseront pas avant longtemps. Avec une prévision de récession révisée à - 3 %, l'année 2009 promet d'être celle de tous les records. Le déficit public pourrait mécaniquement atteindre 6,3 % du produit intérieur brut (PIB).

Dans ces conditions, l'élaboration du budget 2010 est délicate. Dans une interview aux Echos du 18 mai, Eric Woerth prépare le terrain. Il reconnaît que les recettes fiscales "ne sont pas bonnes", qu'"il restera des dépenses de relance en 2010" et annonce un renforcement des moyens du budget de l'emploi avec 330 000 contrats aidés. Tout en indiquant qu'il ne fera pas d'économies sur les dispositifs sociaux en 2010, le ministre des comptes publics souhaite "réduire le déficit budgétaire dès l'an prochain" et plaide pour la maîtrise de l'ensemble de la dépense publique. "Après 2010", elle devrait évoluer comme l'inflation, précise-t-il sans parler des impôts.

Les derniers travaux de l'Insee, publiés le 15 mai, attestent pourtant la dégradation accélérée de la situation. Ils montrent que l'année 2008, marquée par l'entrée en récession de la France à l'été, fut aussi celle où le déficit public (3,4 % du PIB) est repassé au-dessus des fameux 3 % du traité de Maastricht pour la première fois depuis 2004. Cette dégradation est due pour l'essentiel à une aggravation du déficit de l'Etat. En revanche, les finances publiques locales et de la Sécurité sociale se sont peu détériorées.

Cette année, la situation est plus compliquée. Les collectivités territoriales, qui ont investi quelque 48 milliards d'euros dans la relance, bénéficieront certes du remboursement anticipé de la TVA par l'Etat, mais leur endettement va croître dans des proportions importantes. Le régime général de Sécurité sociale, confronté à un effet de ciseaux classique en période de crise (les recettes fondent, les dépenses s'envolent) verra son déficit se creuser d'au moins 17 à 18 milliards.

Quant au déficit budgétaire de l'Etat, réajusté quatre fois, il dépassera les 104 milliards arrêtés en mars. Les prévisions de recettes vont être revues à la baisse du fait de la récession et les dépenses s'accroissent. Le deuxième collectif budgétaire de 2009 a intégré près de 10 milliards d'euros de dépenses supplémentaires (pacte automobile et mesures sociales).

DÉPENSES NOUVELLES

Mais il ne tient compte ni des dépenses nouvelles en faveur de l'outre-mer (entre 150 et 850 millions, selon les sources gouvernementales), ni du succès du dispositif de remboursement anticipé de la TVA, qui coûtera 4 milliards d'euros à l'Etat au lieu de 2,5, ni du passage à une TVA à 5,5 % dans la restauration au 1er juillet (coût pour l'Etat en année pleine : plus de 2 milliards). Il mise aussi sur des frais financiers stables à 43 milliards alors que la dette publique explose. En 2010, il faudra en plus financer la réforme de la taxe professionnelle.

Auditionné, le 4 mars, par la commission des finances de l'Assemblée, M. Woerth avait rappelé qu'"un point de croissance en moins, c'est environ un demi-point de déficit en plus". Le déficit public 2009 devrait donc s'alourdir mécaniquement de 0,75 point, passant de 5,6 % à 6,35 % du PIB. Côté dette publique (1 327,1 milliards d'euros fin 2008), les choses empirent. Comme l'ont pointé Les Echos du 13 mai, l'Insee et Eurostat ont comptabilisé les 13 milliards d'émissions de la Société de financement de l'économie française (SFEF), créée pour soutenir les banques, dans la dette publique française, ce que n'avait pas prévu le gouvernement. De ce fait, la dette a atteint 68,1 % du PIB en 2008 et, dans un chiffre contesté par Paris, la Commission européenne la voit propulsée à 79,7 % du PIB en 2009 et à 86 % du PIB en 2010.